

Éditorial
13 juillet 2015

Quand tombent les mythes

Jean-Dominique Giuliani

Alexis Tsipras voulait dynamiser « l'Europe libérale » et « l'austérité ».

Il est le grand destructeur de quelques mythes tenaces qui empoisonnent l'Europe.

L'Union européenne est bien plus démocratique qu'un gouvernement qui, après avoir menti à ses électeurs, leur demande par référendum, confirmation de ses mensonges pour, finalement, mettre en œuvre des politiques contraires. Pour semer la zizanie en Europe, il n'a négligé aucune provocation, avant de se résoudre à discuter avec les seuls capables de l'aider à éviter une faillite déjà constatée : les Européens.

Il répondra devant l'histoire de ses volte-face. Les peuples peuvent tout comprendre, les idées folles comme les erreurs. Ils supportent de moins en moins le cynisme de dirigeants dont l'agenda idéologique prime sur la réalité.

L'Union européenne est une construction démocratique, dont les traités ont fait l'objet de 53 référendums et de près de 200 votes parlementaires. Qui peut en dire autant ? Certainement pas les minoritaires qui, partout sur le continent, ne cessent de l'attaquer. Chaque peuple en Europe a le droit à la parole, chaque gouvernement en vaut un autre. Et quiconque veut les opposer se cassera les dents parce que la loi et les procédures européennes sont là pour les obliger à s'entendre.

C'était bien la peine de faire voter les Grecs pour les trahir aussitôt ! Cette manœuvre aura vraisemblablement pour effet de doubler ou tripler le coût du sauvetage de la Grèce. Belle leçon !

Car l'autre mythe qui s'effondre avec fracas, c'est celui de « l'austérité ». Les Européens vivent au-dessus de leurs moyens

depuis près de 30 ans. Ils additionnent les dettes et les déficits et seule l'incroyable richesse accumulée leur permet de survivre en brûlant leur blé en herbe. Jusqu'à quand ? Pour la Grèce c'est maintenant ! La déliquescence du pays, de son administration et de ses pratiques, se révèle au grand jour quand le système bancaire se grippe et que la confiance s'en va. La dette c'est la perte de souveraineté. Il n'y a plus rien quand il n'y a plus de monnaie.

A lui seul cet exemple légitime tous les efforts budgétaires, les règles européennes de bonne gestion, la réduction des dépenses publiques, que tous les gouvernements responsables tentent, peu ou prou, volontaires ou contraints, de mettre en œuvre. L'autre possibilité, c'est la faillite programmée. Et les grands experts, nobélisés ou pas, souvent co-responsables de la crise financière, feraient bien de modérer leurs critiques quand des gouvernements et des peuples tentent de redresser une situation dont ils sont seuls coupables, avec, c'est vrai, un prix politique et social élevé. L'euro est une monnaie solide qui protège ses peuples. Dehors c'est l'aventure. Sans la Banque centrale européenne, il n'y aurait plus de monnaie en Grèce. Sans l'Union européenne, la Grèce sombrerait dans le chaos.

Un troisième mythe, celui de l'Allemagne qui « dirigerait l'Europe », vient aussi de trouver une réponse dans la réalité. Quelles que soient les postures des uns et des autres, les Européens ont été unanimes et solidaires à la table du Conseil pour tenter de sauver la Grèce malgré ses erreurs, mais aussi pour s'assurer qu'au lendemain du sauvetage, les errements ne recommencent pas. Les efforts des uns ne sont pas solubles dans les fantaisies des autres.

Quiconque connaît les Allemands sait combien ils sont désireux de ne surtout pas conduire l'Europe, mais d'y garantir une stabilité pour laquelle, eux, sont

Quand tombent les mythes

prêts à partager leur souveraineté. La renaissance d'une germanophobie immonde révèle les bas instincts d'extrémistes de tous bords, démentis par les faits et la réalité d'un continent dont l'unité est le bien le plus précieux. La responsabilité de la France et de l'Allemagne est, à cet égard, primordiale. Toute nuance dans leur entente vaut division du continent.

La crise grecque est dramatique car l'avenir d'un peuple européen était en jeu. Elle a d'ores et déjà démontré que les slogans populistes qui prospèrent

sur les difficultés actuelles sont démentis par la dure réalité. Les accepter, c'est courir à la faillite. Poursuivre et renforcer l'Union européenne et son union monétaire est un devoir plus urgent que jamais, pour éviter de faire la queue au guichet des banques !

Jean Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.